

La Libre BELGIQUE

AMERICA THE BEAUTIFUL?

Portrait d'une Amérique en crise,
qui ne sait pas à quel Président se vouer.



Bruno Stevens.

Supplément à La Libre Belgique du 26 octobre 2012



Un Président mormon ?

■ Mal connue en Europe, mais aussi aux Etats-Unis, l'Eglise mormone est une institution désormais puissante.

■ S'il était élu, Mitt Romney lui donnerait une respectabilité et une visibilité sans précédent.

Reportage Philippe Paquet
Envoyé spécial à Salt Lake City (Utah)

Avec cinq millions de visiteurs par an, Temple Square, à Salt Lake City, attire plus de touristes que le Grand Canyon ou le parc national de Yellowstone, remarque sans fanfaronnade, mais non sans une évidente fierté, Richard Hinckley. "Nous formons une communauté très ouverte. Nous aimons accueillir tous les visiteurs", ajoute cet homme de 71 ans qui est une des plus hautes autorités de l'Eglise mormone – son père, Gordon B. Hinckley, en fut le président de 1995 à sa mort, en 2008 – et que les fidèles désignent avec déférence par son titre d'Ancien ("Elder" en anglais). Il dirigea la "mission" de Salt Lake City, le "Vatican des mormons", le siège mondial d'une religion qui compterait quelque quinze millions d'adeptes dont plus du tiers aux Etats-Unis et quelques milliers en Belgique.

Temple Square, à travers lequel Elder Hinckley nous promène, accompagné par sa femme et flanqué de deux jeunes missionnaires venues de France et de Hong Kong, est un vaste complexe qui, outre le temple proprement dit, regroupe des bâtiments administratifs, des salles de conférence (dont une, ultramoderne, de 21 000 places!), deux musées, le Tabernacle où se produit le célèbre chœur, et le centre de recherches généalogiques qui a fait la réputation des mormons (ceux-ci ont la faculté de faire baptiser à titre posthume leurs ancêtres, qu'il est donc impérieux d'identifier en remontant aussi loin qu'il est possible dans le temps). Le temple lui-même est inaccessible aux non-convertis, mais également aux mormons qui ne professent pas leur foi avec suffisamment de zèle (les évêques délivrent une carte d'accès au saint des saints valable deux ans...), explique Hinckley, devant une maquette montrant un édifice destiné moins à la prière qu'aux réunions et aux cérémonies, aux mariages notamment.

C'est dans ce temple, le 22 mars 1969, que Mitt Romney jura une fidélité éternelle à Ann Davies, une jeune fille qui n'avait pas vingt ans et dont le père non seulement n'était pas mormon, contrairement aux Romney, mais se disait volontiers mécréant. La future Première Dame du Massachusetts, Etat dont l'époux deviendrait le gouverneur

en 2003, n'hésita pourtant pas à se convertir dès 1966 et fréquenta l'université Brigham Young qui honore, dans la capitale de l'Utah, la mémoire d'un des pionniers de l'Eglise de Jésus-Christ des Saints des derniers jours (la dénomination officielle de l'Eglise mormone, abrégée en LDS – Latter Day Saints – en anglais). Elle en sortit en 1975 avec un diplôme de langue et littérature françaises, quelques années après que son futur mari eut passé trente mois en France pour y évangéliser, sans grand succès.

UNE "EGLISE RESTAUREE"

Les mormons ont, il est vrai, toujours un problème d'image, comme Elder Hinckley le laisse deviner en croyant devoir souligner l'hospitalité de ses coreligionnaires. Mal connus en Europe, mais aussi en Amérique, ils sont volontiers assimilés à une secte ou confondus avec d'autres (les Témoins de Jéhovah, par exemple). Les chrétiens se refusent à les considérer comme une branche de la famille qui aurait pris des voies de traverse en matière de dogme et de culte. Au grand dam des intéressés, qui se verraient plutôt comme les chrétiens par excellence. "Nous ne sommes pas une Eglise réformée, mais une Eglise restaurée", insiste Hinckley, en démontrant que les mormons ont voulu en revenir au christianisme des origines. Il n'empêche que, s'ils vénèrent la Bible, les fidèles de la LDS lui ont adjoint leur propre livre sacré. Il renferme des révélations inscrites sur des plaques d'or que le fondateur de l'Eglise, Joseph Smith, aurait retrouvées

dans l'Etat de New York, en 1823, sur les conseils de l'ange Moroni, dont la silhouette domine désormais les clochers des temples mormons.

Les mormons sont convaincus que Jésus-Christ a rendu visite aux premiers habitants de l'Amérique, bien avant la colonisation blanche. Ce n'est, toutefois, pas cette croyance qui leur a valu de vivre des heures agitées au sein d'une nation pourtant bâtie sur la liberté de religion et qui n'a cessé, depuis la création des Etats-Unis, de faire preuve d'une remarquable tolérance à l'égard de toutes les confessions. C'est la polygamie, imposée aux mormons par leurs leaders spirituels, qui les mit rapidement au ban d'une société puritaine, dominée à l'époque par les "White Anglo-Saxon Protestants". Ils furent ainsi la première et restent la seule communauté religieuse à avoir été persécutée dans le pays. Ses membres durent fuir la côte Est, le plus souvent à pied et en tirant des charrettes à bras, d'abord vers l'Ohio, puis vers le Missouri et l'Illinois, enfin vers le Grand Lac Salé et l'Utah, qui n'était pas encore un Etat de l'Union. C'est en 1847 que des dizaines de milliers d'exilés commencèrent à y bâtir Salt Lake City et le temple qui en est toujours le centre névralgique – rues et avenues sont encore numérotées à partir de Temple Square.

Interdite par une loi que Lincoln fit voter en 1862, en pleine guerre de Sécession, la polygamie est aujourd'hui réprouvée par la hiérarchie mormone, bien que "The New York Times" eût révélé qu'elle était encore pratiquée en 2002, et jusque dans les environs de Salt Lake City, à Bluffdale, où



Temple, Texas..



Capitole, Washington DC.

un homme de 88 ans avait huit femmes, vingt-trois enfants et deux cent huit petits-enfants. Si la chose appartient maintenant au passé, elle n'en continue pas moins d'embarrasser Mitt Romney.

UN ARRIERE-GRAND-PERE POLYGAME

Dans un film de propagande réalisé pour la Convention républicaine et projeté lors de ses meetings électoraux, le candidat raconte avec émotion que son père, George Romney, était né au Mexique, où ses arrière-grands-parents, des "réfugiés", avaient dû fuir "la révolution". La vérité, c'est que l'arrière-grand-père, Miles Park Romney, était polygame et courait le risque d'être arrêté – il aurait été incarcéré dans une prison réservée aux polygames près de Detroit, dans cet Etat du Michigan dont George Romney deviendrait bien plus tard le gouverneur ! Les Romney se refirent une fortune en exil, grâce à une vaste exploitation agricole, avant d'être de nouveau chassés, par une révolution, effectivement, mais... mexicaine, et de commencer une nouvelle vie aux Etats-Unis.

Mitt Romney n'a, certes, aucune part dans tout cela et, en une rare occasion où il consentit à en parler, il exprima tout "le dégoût" que lui inspirait la polygamie. Sa foi n'en a pas moins constitué un handicap quand il se décida à se lancer en politique, en 1993, pour défier l'année suivante le sénateur Ted Kennedy au Massachusetts. Romney fut d'autant plus surpris de voir son adversaire soulever la question de sa religion que les Kennedy avaient pu craindre, en 1960, que le seul fait pour

JFK d'être catholique lui barre la route de la Maison-Blanche – d'aucuns s'inquiétant à l'idée que le président des Etats-Unis puisse prendre ses ordres au Vatican. La controverse fut rapidement étouffée, et Mitt Romney perdit à plates coutures, mais pour d'autres raisons, l'élection au Sénat (58 % contre 41 %). Toutefois, aujourd'hui encore, l'appartenance du candidat républicain à l'Eglise mormone n'est pas exactement un atout.

C'est aussi parce que Mitt Romney n'est pas un mormon ordinaire. Un de ses aïeux (le père de Miles Park) se convertit en Angleterre et émigra en 1841 aux Etats-Unis pour porter haut l'étendard de la nouvelle religion. La famille ne cessa dès lors d'occuper des postes en vue à la tête de la LDS. Mitt Romney lui-même, après avoir été un missionnaire en France (où il échappa de peu à la mort dans un accident de voiture), remplit temporairement les fonctions d'évêque dans la région de Boston, y laissant des appréciations mitigées. Pour les uns, il fut un réformateur, enclin à donner enfin aux femmes le rôle au sein de l'Eglise que celle-ci leur avait toujours dénié. Pour les autres, Romney fut au contraire un évêque arc-bouté sur ses principes moraux. Il aurait ainsi tenté de décourager une femme d'avorter, quand bien même cette grossesse mettait sa vie en danger. Dans un autre cas, il aurait exhorté une mère célibataire à faire adopter son enfant à naître.

La perspective d'avoir éventuellement un président mormon, au soir du 6 novembre, ne semble pourtant pas troubler exagérément les Américains.

Les mormons se gardent bien, il est vrai, de monter cette possibilité en épingle, les responsables de l'Eglise se faisant désormais une règle de ne pas parler de politique – prié de dire si Mitt Romney était à ses yeux un bon mormon, Elder Hinckley se borne à estimer que cela doit être le cas s'il a été évêque. Il n'en est pas moins évident que pareille éventualité donnerait à la LDS une visibilité et une respectabilité sans précédent.

On ne le mesure nulle part mieux qu'à Salt Lake City, où les Jeux olympiques d'hiver de 2002 – sauvés in extremis du naufrage financier par Mitt Romney, ce que personne n'a oublié ici – avaient été l'occasion d'une première consécration internationale particulièrement bienvenue. Même si ces "Jeux des mormons", ainsi qu'on les avait vite surnommés en raison de l'implication de la communauté dans leur organisation, avaient amené dans la "nouvelle Jérusalem" des millions de visiteurs enclins à faire la fête sans guère de respect pour la stricte éthique de vie des Saints des derniers jours.

Supplément à La Libre Belgique du 26 octobre 2012

Conception graphique : J.-P. Lambert.

Ed. responsable : François le Hodey.

Rédacteur en chef : Vincent Slits.

Rédacteur en chef adjoint : Pierre-François Lovens



Detroit : la fin du cauchemar

■ Le centre de Detroit connaît une nouvelle jeunesse, en partie grâce au sauvetage de l'industrie automobile américaine en 2009.

Reportage **Stéphanie Fontenoy**
Envoyée spéciale à Detroit (Michigan)

La forteresse de verre de 73 étages qui abrite les bureaux de General Motors n'est plus le seul gratte-ciel emblématique de Detroit. Au centre-ville, un nouveau quartier des affaires pousse à vitesse grand V. Les uns après les autres, les bâtiments historiques abandonnés depuis plusieurs dizaines d'années retrouvent une nouvelle vie.

Quel est le bon samaritain qui investit une petite fortune dans les ruines de Motor City ? Un enfant du pays : Dan Gilbert, le milliardaire à la tête de la compagnie de crédit hypothécaire en ligne Quicken Loans. La brique se vend pour une bouchée de pain dans le Downtown déserté. Un building de trente étages vient d'être acquis pour cinq malheureux millions de dollars. Dans un autre immeuble, le carnet de commande est complet pour de futurs lofts.

Chrysler vient d'installer son département marketing dans un des tout premiers gratte-ciel de la ville, 23 étages de style néoclassique datant de 1910, fraîchement rénové et rebaptisé sur le champ "Chrysler House". Le Madison Building a fait la Une de la presse locale et économique quand la compagnie internet californienne Twitter y a installé une "succursale", en réalité 20 m² de bureaux et deux employés. Mais la dynamique est lancée.

Pour changer les mentalités sur la ville, Dan Gilbert vise les jeunes diplômés. L'été dernier, il a rémunéré 600 d'entre eux pour des stages chez Quicken Loans, dont il a installé le nouveau QG au centre-ville, rapatriant de gré ou de force plus de 4000 employés. "Nous voulons créer une mini Silicon Valley à Detroit. Nous construisons un nouveau quartier d'entrepreneurs," lance Dan Mullen, responsable des acquisitions pour la compagnie.

Après une longue période de déclin économique, Detroit retrouve un nouveau souffle, en même temps que ses fleurons de l'automobile, les fameux Big Three : Ford, General Motors et Chrysler. Mais la voiture n'est plus le seul avenir de la région. "Personne ici ne parle d'ailleurs plus de Detroit comme de la Motor City. Seuls les étrangers nous appellent encore comme cela", explique Torya Blanchard, qui a ouvert, en pleine crise économique, la seule crêperie de Detroit dans Midtown, près de l'Université de Wayne et du superbe Institut des Arts de Detroit, le DIA. "Bien sûr, nous avons toujours les Big Three, GM, Ford et Chrysler. Mais regardez ce qu'il arrive quand une économie ne repose que sur un seul secteur. Tout à Detroit était construit en fonction de l'industrie auto-

mobile, même la taille de la ville qui nous oblige à prendre la voiture. Quand l'industrie s'est effondrée, nous nous sommes retrouvés avec d'immenses quartiers à l'abandon et un taux de chômage record. Nous avons dû réfléchir autrement et être plus créatifs. Tout le monde ne peut pas travailler dans une usine de montage. Il y a toutes sortes de gens qui viennent vivre et travailler ici. Je ne dis pas que tout est parfait, mais les choses ont changé".

En 2009, la Maison-Blanche a volé au secours de General Motors et Chrysler en pleine déroute financière, exigeant que les compagnies se restructurent et accélèrent le développement des modèles plus économiques. A travers ce plan de sauvetage de 62 milliards de dollars, l'Etat devenait actionnaire à 60 % de GM.

Cette "ingérence" de l'Etat le secteur privé avait été très critiquée par les membres du Parti républicain, dont Mitt Romney, l'actuel adversaire de Barack Obama, partisan du laisser-faire économique et donc d'une faillite classique pour les deux constructeurs, qui seraient dépeçés et vendus aux plus offrants en pièces détachées.

Seulement à l'époque, les repreneurs ne bousculaient pas sur les carcasses des géants de Detroit. Les experts du secteur estimaient que leur disparition pure et simple entraînerait la mort de nombreux de leurs fournisseurs et une perte sèche d'un million d'emplois.

Près de quatre ans plus tard, l'industrie automobile américaine remonte la pente : le marché a cru de 10,2 % avec 12,74 millions de véhicules produits en 2011 et devrait faire mieux cette année. Chrysler a fusionné avec l'Italien Fiat et a payé ses dettes à l'Etat. Pour GM, le contribuable fait toujours face à

■ Révolution alimentaire

Au pays de MacGyver, ne demandez pas un ouvre-boîtes à vos voisins de Motel 6. Ils préfèrent aller manger au MacDo, commodément situé sur le parking de la chaîne de motels. Aux Etats-Unis, sur un dollar consacré à la nourriture, la moitié est dépensée en dehors de la maison. Les fast-foods et la nourriture bon marché sont partout. La qualité, elle, n'est pas souvent au rendez-vous. Et inutile de rappeler que les grosses portions vont de paire avec l'American Way of Life.

La nouvelle génération paie pour ses excès. La durée de vie est en effet affectée par la malbouffe et l'obésité. Pour la première fois de l'histoire, les jeunes Américains pourraient vivre moins longtemps que leurs parents. Un Américain sur trois souffre d'obésité. Un autre tiers est en surpoids. Le diabète de type 2 (forme de diabète sucré, NdR) touche 26 millions de personnes aux Etats-

Unis. Près de 80 millions de personnes supplémentaires sont prédiabétiques.

Malgré tous ses maux, Detroit montrerait-elle finalement le bon exemple ? On connaît le mouvement vert qui s'est développé, les potagers entre les maisons abandonnées, dans les jardins, les terrains d'écoles et d'églises. Les ruines industrielles pourraient même être rendues à la nature, si la municipalité avait les moyens de les raser. Manger sain, en tout cas pour une partie de la population, est une nouvelle culture dans l'ancienne ville industrielle. Le "Eastearn Market", marché de produits locaux du samedi est "the new place to be". Les "Detroiters" en repartent avec du fromage de chèvre et des pousses de tournesol "made in Detroit".

Le mouvement "vert" compte des adeptes dans de nombreuses grandes villes. La campagne "Let's move" de Michelle Obama en faveur de l'alimentation saine et de l'exercice physique n'y est peut-être pas pour rien.

une ardoise de 27 milliards de dollars. Mais les deux compagnies sont à nouveau rentables. Cette "renaissance" est un argument de poids pour le président sortant, qui ne manque pas de le rappeler au cours de sa campagne : "Nous avons refusé d'abandonner Detroit. Nous avons parié sur les travailleurs américains et sur l'ingéniosité américaine, et ce pari est payant. Ensemble, notre industrie automobile a créé près d'un quart de millions de nouveaux emplois ici aux Etats-Unis".

Au quartier général du puissant syndicat des constructeurs automobiles, l'United Auto Workers (UAW), l'humeur est positive. Sa porte-parole, Michele Martin, fait des heures supplémentaires un samedi pour soutenir "son président", Barack Obama : "Grâce à lui, nous avons pu conserver certaines usines et nous en avons ouvert de nouvelles, nous produisons dorénavant aux Etats-Unis des pièces qui étaient fabriquées à l'étranger, au Mexique ou en Chine, nous ajoutons des emplois. Nous avons espoir dans le futur de Detroit mais aussi des Etats comme l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois et le Tennessee où sont installées de nombreuses usines automobiles".

Le vote de la Rust Belt industrielle, et en particulier celui de l'Ohio, un Etat clé de l'élection, sera déterminant le 6 novembre.

Inquiétés par la dette abyssale du pays, les électeurs américains remercieront-ils ou sanctionneront-ils le président sortant d'avoir sauvé cette part du rêve américain avec des deniers publics ?

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.



War, Virginie-Occidentale.

Hope, USA.

Essai photographique
Bruno Stevens

Qui sont, cinquante ans après la publication du génial essai photographique de Robert Frank, "Les Américains" d'aujourd'hui ? Un demi-siècle de lutte pour les droits civiques a-t-il remodelé -ou non- l'Amérique profonde ?

Considérant la politique américaine de cette dernière décennie, "L'espoir" est une notion toute relative dans l'Amérique d'aujourd'hui. Comme dans le reste du monde, d'ailleurs. Paradoxalement, c'était le slogan électoral de Barack Obama lors de sa campagne présidentielle gagnante en 2008.

Par opposition au film, à la radio, ou à la télévision, la photographie possède la faculté unique d'isoler certaines situations du flux temporel continu auquel elles sont liées, permettant à des instants fugaces, souvent d'apparence anodine, d'agir en révélateur de la nature humaine.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.



Grand Junction, Colorado.

Peoria, le miroir brisé du “made in USA”

■ Les équipements de chantier Caterpillar sont connus dans le monde entier pour leur qualité.

■ Les conditions d'emploi des ouvriers qui les fabriquent ne suivent plus. Une dégradation du marché du travail qui s'est généralisée.

Reportage **Stéphanie Fontenoy**
Envoyée spéciale à Peoria (Illinois)

Située au sud de la Corn Belt rurale des champs de maïs, la ville de Peoria, avec ses 100 000 âmes, est la quintessence des Etats-Unis. Ce qui fait son charme ? Une localisation idéale le long de la rivière Illinois, des demeures de style anglo-saxon bordées de larges pelouses, une université, un petit centre administratif et des affaires qui se vide dès 17 heures.

L'essentiel de l'action se passe aux “malls”, temples du shopping. Situés en périphérie, ils rendent la voiture obligatoire pour se déplacer. Y règne surtout le fameux esprit du Midwest : valeurs et tradition. En un mot, Peoria est entrée dans la légende américaine grâce à sa banalité. Si l'Amérique moyenne devait être résumée en un endroit, ce serait celui-là. La ville est tellement dans la norme qu'il est tiré un dicton populaire : “Will it play in Peoria ?”. “Est-ce que ça marchera à Peoria ?”. A l'époque du Vaudeville, les troupes venaient tester leurs nouvelles productions sur son public avant de se lancer sur la route. Si la pièce plaisait à Peoria, le succès était garanti partout ailleurs.

Depuis les années 20, le destin de Peoria est lié à celui de Caterpillar, la marque jaune et noire de tracteurs et bulldozers aujourd'hui première compagnie au monde d'équipement de construction, présente sur tous les continents. Fière de ses origines, ce fleuron américain a conservé son quartier général dans le centre historique de cette petite cité provinciale.

Dans le hall d'accueil, un livre vante l'histoire de la société, depuis ses débuts il y a 85 ans jusqu'à nos jours. Les dirigeants de Caterpillar ont de quoi être fiers. Après un sévère ralentissement entre 2008 et 2010 dû à la crise économique, la compagnie est repartie de plus belle en 2011, battant des records historiques, avec des ventes de 60 milliards de dollars (contre 32,4 au plus fort de la crise, en 2009) et un profit de près de 5 milliards de dollars l'année dernière. L'heure de la reprise a donc sonné pour ce leader mondial de l'équipement.

Mais pas à n'importe quel prix. A moins de 100 kilomètres de la maison-mère, les 800 ouvriers de l'usine de Joliet ont arrêté le travail pendant près de quatre mois cette année. En cause : la renégociation des contrats, qui impose le gel des salaires et



Prospect, Tennessee.

des pensions pour six ans et une hausse considérable des cotisations aux coûts de l'assurance santé. “Caterpillar est l'exemple type de la relance économique américaine. Son carnet de commandes est plein et ses profits sont impressionnants. C'est pour cette raison que nous pensons que leurs propositions sont indécentes”, nous expliquait Frank Larkin, le porte-parole du syndicat des machinistes, au plus fort de la grève.

Le patronat est resté de marbre, invoquant l'impératif de la “compétitivité”. CAT a beau être une “success story, une des plus belles réussites de l'industrie manufacturière, elle ne paiera pas un penny de plus que la concurrence. “Partout dans le monde, que ce soit ici à Peoria, ou en Californie, au Texas ou en Chine, nous faisons des études pour savoir ce qu'un soudeur, un assembleur, un machiniste est payé, et nous nous alignons sur le marché”, nous explique Jim Dugan, porte-parole de la compagnie. “Dans le monde global d'aujourd'hui, si une compagnie n'est pas compétitive, elle court le risque de se réveiller un matin et d'avoir perdu sa place. C'est ce qui s'est passé avec l'industrie automobile”, poussée au bord du gouffre par les Japonaises, poursuit Jim Dugan.

Certes, le puissant syndicat de l'automobile, l'United Auto Workers (UAW), a dû faire des concessions pendant la crise et les marques les moins rentables ont été sacrifiées, “pour sauvegarder la compagnie”. Mais l'UAW renégociera les contrats à la hausse au fur et à mesure que l'économie le permettra, nous prévient son siège de Detroit.

A Peoria, la direction de Caterpillar a fini par avoir gain de cause : le 17 août dernier, les ouvriers ont abandonné le combat et signé un accord amer. “C'est la chose la plus difficile que j'ai jamais dû faire”, soupire Bill Robinson, qui travaille à l'usine depuis

44 ans. “Le coût de la vie, l'alimentation, l'essence, tout augmente, mais notre revenu diminue”, regrette Irène Stiller, chez Caterpillar depuis 39 ans.

Résultat : A Joliet, les nouvelles recrues continueront à faire le travail pour la moitié du salaire horaire de leurs aînés (14 dollars de l'heure pour un junior contre 28 dollars pour un senior) et sans avantage social. Le coût des cotisations à la couverture de santé a été doublé et les avantages liés à l'ancienneté ont été réduits, les pensions gelées. “La direction veut s'aligner sur des compagnies en difficulté et des pays auxquels les Etats-Unis ne devraient pas être comparés. Elle veut être compétitive face à la concurrence, mais la réalité est qu'une main-d'œuvre de qualité doit être payée en fonction”, souligne le porte-parole du syndicat.

Certes, Caterpillar a embauché 14 000 nouvelles recrues supplémentaires par rapport à 2008 et compte investir quatre milliards de dollars pour développer de nouvelles activités cette année, dont la moitié aux Etats-Unis. “Nous pensons que les générations futures qui travailleront pour nous dans 30 ou 40 ans regarderont en arrière et se souviendront que grâce aux durs sacrifices que nous avons réalisés pendant la crise, notre compagnie est restée profitable”, conclut Jim Dugan.

Le leader de l'équipement de chantier n'est pas seul : les 500 plus grandes compagnies mondiales regroupées dans le classement Fortune 500 ont augmenté leurs profits de 16 % en 2011, et battus leur précédent record de 2006, lors du boum économique. Souvent au détriment des travailleurs américains. Il est loin le temps où les Etats-Unis donnaient le bon exemple au reste du monde.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.



Hope, Kansas.

■ L'agonie du secteur manufacturier

Plonger dans l'Amérique profonde est une façon de remonter le temps. De la “Bible Belt” au sud à la “Rust Belt” au nord, gisent les ruines des industries qui ont fait la richesse celles-ci : coton et canne à sucre pour l'une, charbon et acier pour l'autre. Au cœur du Mississippi, Greenwood a connu ses heures de gloire pendant la première moitié du 20^e siècle grâce à l'industrie cotonnière. Son “Grand Boulevard” était considéré comme l'un des plus beaux des Etats-Unis. Figée dans le temps, la grosse bourgade a servi de décor au film “La Couleur des Sentiments”, un regard sur la ségrégation dans les années 60', nommé aux Oscars 2012. Sur les bords du Lac Michigan, les cheminées des aciéries ne sont jamais loin. Mais le secteur s'est décimé. Gary, dans l'Indiana, la ville natale des Jackson Five, a perdu la moitié de sa population depuis que le petit Michaël y faisait ses débuts sur les planches. A son pic à la fin des années 70', l'industrie manufacturière

faisait travailler près de 20 millions de personnes aux Etats-Unis, soit 22 % de la population active.

Malgré la phase de désindustrialisation, l'automatisation, les délocalisations et la concurrence étrangère, cette industrie comptait toujours plus de 16 millions d'employés 20 ans plus tard. Le 21^e siècle a sonné l'effondrement. Le secteur a éliminé 5,4 millions d'emplois entre 2000 et 2009, selon le bureau des statistiques du marché de l'emploi américain (Bureau of Labor Statistics, CEA Calculations). Boosté par une timide reprise, l'industrie manufacturière a créé 470 000 nouveaux postes entre janvier 2010 et mars 2012, s'établissant à un peu plus de 12 millions d'emplois aujourd'hui, soit 9 % de la population active.

Obama, un Président anti-business ?

■ Entre Obama le “socialiste” et Romney l’homme d’affaires, les États du sud américain choisissent la couleur de l’argent.

Reportage **Stéphanie Fontenoy**
Envoyée spéciale à Memphis (Tennessee)

Tout Memphis connaît John Dobbs “The Third” (le troisième), héritier de la dynastie du même nom. Son grand-père, John Dobbs I, était un baron de l’automobile qui fréquentait Henry Ford. Le second de la lignée, John Dobbs II, est devenu magna de la distribution. John Junior fait aujourd’hui fructifier la fortune familiale à travers une société d’investissements.

Sa dernière acquisition : deux hôpitaux publics en Caroline du Sud, qu’il veut transformer en entreprises rentables, contrairement selon lui, à la gestion de l’Etat. *“J’ai un principe de base auquel je crois beaucoup. Rien de ce que fait le gouvernement ne fonctionne. Je pense que la couverture maladie devrait être privatisée. Si l’on veut assurer tout le monde, il faut taxer tout le monde. Et personne ne veut payer plus d’impôts. Je comprends la nécessité morale de soigner tout le monde, mais dans la pratique, ce n’est pas possible”*.

Au pays de la libre entreprise et de l’individualisme, les programmes sociaux, en particulier ceux destinés aux couches les plus défavorisées, n’ont pas bonne presse. La grande réforme de la santé qui doit élargir la couverture à 32 millions de personnes qui en sont dépourvus est considérée comme une des principales victoires du premier mandat de Barack Obama.

Mais elle est aussi dans le collimateur des Républicains. Le candidat républicain Mitt Romney a mis les pieds dans le plat quand il a déclaré lors d’une rencontre avec des hommes d’affaires que 47 % d’Américains voteraient pour Barack Obama *“car ils dépendent du gouvernement, ils pensent qu’ils sont victimes et que le gouvernement a la responsabilité de leur venir en aide, ils pensent que la couverture de santé, l’alimentation et le logement sont un droit”*.

Dans le Mississippi, au sud des États-Unis, un des plus pauvres du pays, près de la moitié de la population reçoit une aide publique (allocations familiales, une couverture médicale gratuite, des chèques alimentaires). Malgré cela, l’un des États américains les plus exsangues votera pour le candidat Républicain, qui a promis de réduire la plupart des budgets de l’Etat, à l’exception de la défense. *“Un tiers des personnes qui reçoit l’aide publique sont noirs et ceux qui iront voter choisiront Barack Obama,”* explique Mark Goodman, professeur à l’Université de l’Etat du Mississippi. *“Les Blancs, qu’ils soient pauvres ou non, voteront pour Mitt Romney car ils blâment les Afro-américains de tous les maux. Ils voient*

la pauvreté et le crime et ils se disent qu’ils auraient moins d’impôts à payer si tout le monde prenait ses responsabilités en main”.

On entend d’ailleurs souvent dans le sud que le “welfare system”, le système d’assistance publique, est responsable de la crise économique. Les abus de Wall Street seraient secondaires. *“Il est plus facile d’accuser ses voisins qu’un patron de banque qu’on ne connaît pas”*, souligne Mark Goodman.

En se rendant aux urnes le 6 novembre, les Américains auront le choix entre un financier millionnaire et un ancien assistant social des quartiers pauvres de Chicago. Le contraste est d’autant plus fort que les États-Unis sortent péniblement de la Grande Récession, une des périodes économiques les plus troublées depuis les années 30.

“Nous avons une vision fondamentalement différente de la façon dont nous voulons faire avancer ce pays”, a déclaré Barack Obama lors du second débat présidentiel contre son adversaire républicain Mitt Romney. Le locataire de la Maison-Blanche veut se battre pour maintenir la couverture sociale, notamment des retraités, des étudiants et des vétérans, *“car quand ils réussissent, le pays réussit”*.

Son credo est celui d’une reprise économique par

le bas, à l’aide de stimulus économiques et de grands travaux publics, sur le modèle prôné par l’économiste John Maynard Keynes et appliqué par Franklin Delano Roosevelt et son New Deal après la Grande Dépression de 1929.

À l’opposé de Mitt Romney qui veut faire baisser l’impôt pour encourager la création d’entreprises et les emplois. Sa philosophie très reaganienne est celle de l’économie du ruissellement : si les couches supérieures se portent bien, elles créeront de la richesse pour tous. S’il est élu, le Républicain entend abroger la loi de santé chère aux Démocrates, *“car elle est un frein à l’embauche”*. Celui-ci fustige aussi les nouvelles régulations mises en place par l’administration Obama, notamment la loi Dodd-Frank qui impose certaines restrictions au système financier. Partisan du “moins d’Etat”, il déclarait lors de ce même deuxième débat que *“le gouvernement n’a jamais créé d’emploi”*.

En voulant mettre un frein à la cupidité de Wall Street, taxer davantage les riches et stopper l’hémorragie économique par le bas, Barack Obama s’est-il mis à dos les grands argentiers américains, qui avaient en partie soutenu sa première candidature ? Le président sortant souffrirait-il d’un sabo-



Grand Junction, Colorado.



Aurora, Illinois.

tage de la part du secteur financier et économique ? Cette rumeur qui circule depuis longtemps est confirmée par le professeur Harry Veryser, de l’université de Détroit Mercy, un vétéran des milieux économiques. Selon lui, une manne financière serait actuellement bloquée dans les mains du secteur privé. *“Nous avons en ce moment ce qu’on appelle une grève du capital”*, explique tout naturellement le professeur Veryser. *“Les grandes compagnies ne font pas confiance à Barack Obama. Il représente le risque. Elles préfèrent garder leurs investissements en attente jusqu’à l’issue de l’élection. Cela représente 2 000 milliards de dollars qui dorment dans les coffres-forts. Le secteur des affaires n’apprécie pas Obama et son discours marxiste de lutte des classes. Ce marxisme fonctionne peut-être en Europe mais pas chez nous.”*

Alors que l’économie reste la préoccupation essentielle des électeurs américains, qui semble le mieux à même d’y répondre ? Sur ce point crucial et à quelques encablures des élections, l’avantage revient au Républicain (50% des intentions de vote contre 43% pour le Démocrate selon un sondage Rasmussen du 10 octobre). Contre leur intérêt et sur fond de lutte raciale, les États du sud rependraient bien la Maison-Blanche en rouge, la couleur des Républicains.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

■ Trop de protection sociale ?

A la question, “Que faudrait-il changer dans votre pays ?”, la réponse la plus fréquente de l’Américain de la rue est “le Welfare System”, les programmes sociaux d’aide aux pauvres. “Le système est cassé”, entend-on à tout va. Une plainte relayée par les pourfendeurs de la dette, comme le candidat républicain à la Vice-présidence Paul Ryan.

Il y aurait trop d’Etat providence au pays de l’Oncle Sam ? L’idée est déconcertante pour un Européen, tant les Etats-Unis renvoient l’image du “chacun pour soi”.

Il existe pourtant bien un système de couverture sociale aux Etats-Unis, qui s’est développé progressivement depuis la Grande Dépression.

Le président Franklin Delano Roosevelt a créé la Sécurité Sociale en 1935, qui indemnise pour la première fois les personnes âgées grâce à un système de pension et les personnes sans travail en instituant une indemnité de chômage.

En 1965, Lyndon Johnson crée le système public de santé pour les personnes âgées (Medicare) et pour les plus pauvres (Medicaid) ainsi que les bons alimentaires.

Aujourd’hui, le système de protection sociale représente le plus gros budget de l’Etat fédéral (22 % pour Medicare – 22 % pour les pensions et 12 % pour l’assistance aux personnes vivant en dessous du niveau de pauvreté qui comprend l’aide au logement, les allocations familiales, les bourses étudiantes).

Dans une étude de mois d’avril citée par le New York Times, l’Institut Cato recense 126 programmes fédéraux d’aide sociale différents. Les Etats sont également responsables d’allouer une partie de cette aide. Comme dans tous les autres pays développés, le système est de plus en plus coûteux à cause du vieillissement de la population et de l’augmentation des frais de santé.



Le rêve américain en panne

■ Le rêve américain a viré au cauchemar pour une grande partie de la classe moyenne américaine.

La promesse d'ascension sociale est sérieusement compromise.

Reportage **Stéphanie Fontenoy**
Envoyée spéciale dans le Missouri

Troy Johnson a vécu le rêve américain, mais à l'envers. Cet Afro-américain de 48 ans avait un emploi chez Caterpillar, une maison et une voiture. En 2009, il est licencié et n'est plus en mesure de rembourser ses emprunts. Un beau matin, la police l'arrête car il a également cessé de payer la pension alimentaire de sa fille. Il restera plusieurs mois en prison. À sa sortie, il est à la rue. Il gagne trois francs six sous en vendant le journal des sans-abri dans le centre de St-Louis, au Missouri.

Sans atteindre cet extrême, la crise économique de 2008 a donné un coup d'arrêt aux promesses d'une vie meilleure de millions d'Américains. Parents d'une petite fille d'un an, Doug et Pam Hagler vivent dans un sous-sol prêté par des amis. Ils parcourent les États-Unis à la recherche d'un travail mais à ce jour aucun employeur ne veut prendre en charge l'assurance santé du bébé. Un agent de police de Nashville a vu son salaire gelé depuis quatre ans : "Il y a plus de criminalité mais je ne suis pas payé plus. Je suis fauché", explique ce dernier.

Le camp républicain se sert de cette dure réalité économique pour critiquer la politique de relance de l'administration Obama. "Nous ne pouvons pas nous contenter d'une essence à quatre dollars le gallon. Nous ne pouvons pas nous contenter d'un taux de chômage si élevé. Nous ne pouvons pas nous contenter de voir 47 millions d'Américains dépendre de l'aide alimentaire", a déclaré Mitt Romney lors du second débat électoral, indiquant qu'il avait la solution pour remettre le pays sur les rails.

Entre l'éclatement de la bulle immobilière courant 2007 et la fin de la période de récession en 2010, les familles américaines ont perdu près de 40 % de leur pouvoir d'achat. Au cours de la même période, 8,3 millions de postes ont disparu. Si une poignée d'États, comme le Texas ou le Dakota du Nord, en plein boom pétrolier, ont retrouvé leur niveau de 2007 en matière d'embauche, à l'échelle nationale, 4,3 millions d'emplois manquent toujours à l'appel. Et les salaires stagnent.

Qu'est devenu le sacro-saint rêve américain qui veut qu'avec travail et persévérance chacun puisse se hisser un peu plus haut sur l'échelle sociale, indépendamment de ses origines ? Il est tombé à l'eau, comme l'explique la journaliste et commentatrice politique Arianna Huffington dans son inquiétant ouvrage "L'Amérique qui tombe" : "Si vous avez des parents riches et que vous n'avez pas fait

d'études supérieures, vous aurez plus de chances d'être riche que si vous avez fait des études supérieures mais que vous êtes né dans une famille pauvre".

Dès 2005, l'humoriste George Carlin avait eu cette réflexion désormais célèbre : "On l'appelle le rêve américain car il faut être endormi pour y croire". Le réveil est douloureux, en particulier pour la classe moyenne américaine qui a le plus souffert de la crise. Les plus démunis ont continué à recevoir l'aide publique tandis que la classe la plus aisée bénéficie majoritairement du retour de la croissance.

"En 2010, la première année de la reprise économique, le top des 1 % des Américains les plus riches a capturé 93 % des gains," indique le journaliste américain Hedrick Smith dans son dernier ouvrage, "Qui a volé le rêve américain ?".

La ruée vers l'or de Wall Street pendant les années 2000 qui a mené le pays au bord du gouffre a-t-elle tué la promesse américaine de lendemains qui chantent ? "Je crois que le rêve américain n'a pas disparu, il est seulement en période de rémission, souligne Harry Verzyser, professeur d'économie à l'Université de Detroit-Mercy. Cela va prendre du temps mais quand les investissements vont se remettre à couler et que les sociétés vont embaucher à nouveau, les Américains recommenceront à y croire".

Né dans la pauvreté à La Nouvelle-Orléans, Homer Plessey fait le ménage dans un hôtel de jour et vide des camions la nuit pour 7,50 dollars de l'heure. À 21 ans, ce travail éreintant est sa propre version du rêve américain : "Aux États-Unis, les opportunités sont les mêmes pour tous. Si vous bossez dur, que vous êtes motivé et ambitieux, vous allez grimper".

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

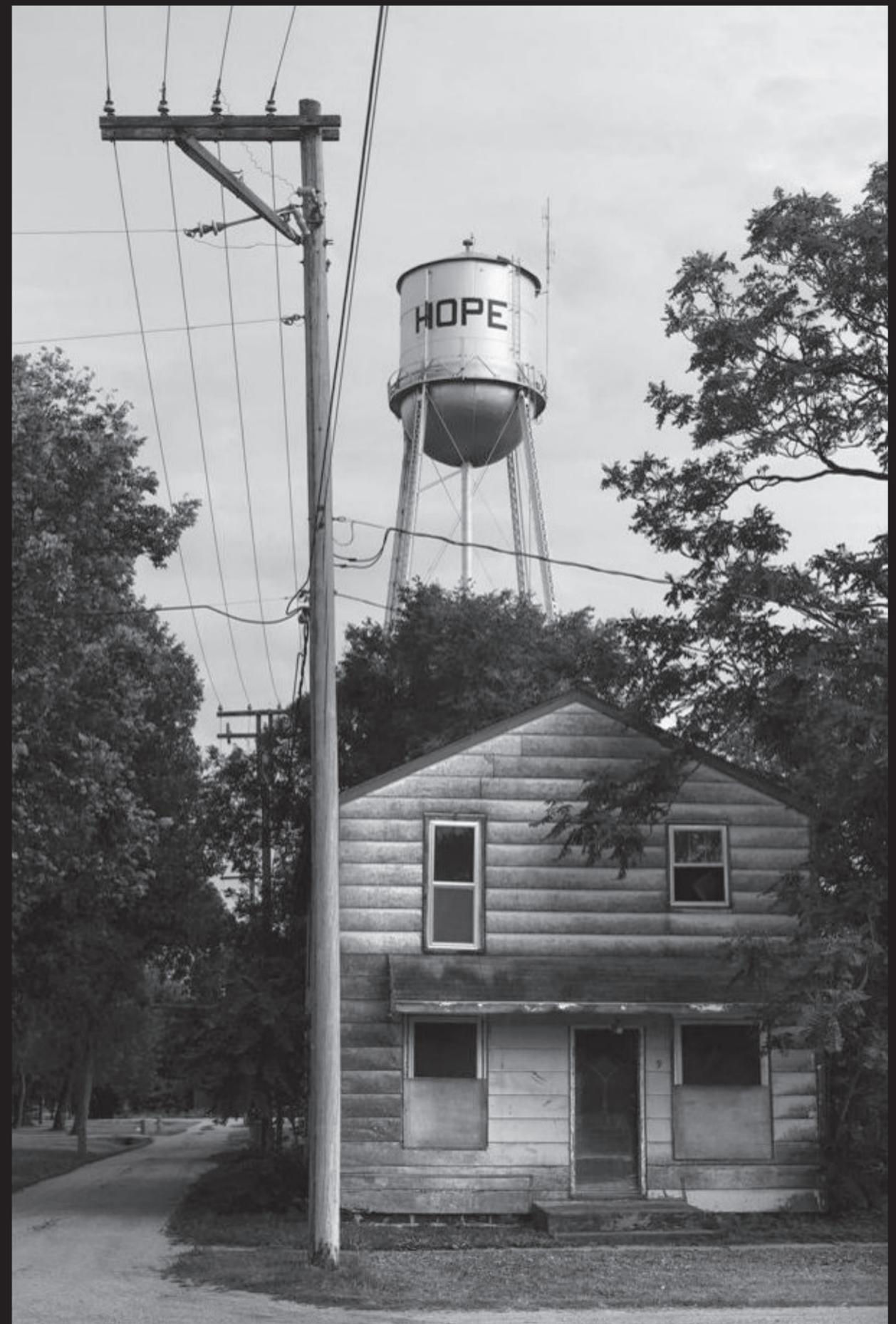
■ Embellie en demi-teinte sur le front de l'emploi

Publiés un mois avant le scrutin, les chiffres du chômage devaient apporter de l'eau au moulin de la campagne démocrate. Pour la première fois depuis le début du mandat de Barack Obama, le taux de demandeurs d'emplois passait en dessous de la barre de 8 %, pour s'établir à 7,8 %. Le président a immédiatement fait remarquer que le chômage était redescendu au niveau où George W. Bush l'avait laissé, fin 2008. Un an plus tard, il dépassait les 10 %, son plus haut point. Même si le taux officiel ne prend ni en compte les personnes qui ont tout bonnement cessé les recherches et sont sorties du marché de l'emploi ni celles qui n'ont trouvé qu'un mi-temps, l'effet psychologique de cette annonce pourrait aider le camp démocrate.

Le chômage a baissé en septembre dans 41 États ainsi que dans la capitale fédérale de Washington D.C. Parmi les États clés de l'élection, sept ont

constaté une amélioration sur le front du travail (Ohio, Floride, Wisconsin, Colorado, Iowa, Nevada et Caroline du Nord). La situation était stable dans deux autres (Virginie et New Hampshire). En Pennsylvanie, le taux de chômage augmentait d'un pourcent.

Cette embellie n'est que partielle : même si le chômage a diminué dans plusieurs grands swing states, il reste aussi largement supérieur à la moyenne nationale au Nevada (11,8 %) en Caroline du Nord (9,6 %) ou au Michigan (9,3 %). Deux États, le Dakota du Nord et le Texas, font figure de "miracles économiques" grâce à un nouveau boom pétrolier rendu possible grâce au procédé controversé du "fracking" (fracturation hydraulique des roches). Le nouvel Eldorado du Dakota du Nord attire la main-d'œuvre de tous les États-Unis. Le taux de chômage y est de 3 %, le plus bas du pays. Il va sans dire que Barack Obama croise les doigts pour que le prochain rapport sur l'emploi, qui sortira début novembre, quelques jours avant le scrutin, tourne en sa faveur.



Hope, Kansas.



L'esprit pionnier perdue

■ La Nouvelle-Orléans, ville martyr de l'ouragan Katrina, renoue avec les succès.

Les Américains seraient-ils mieux armés pour faire face aux crises ?

Reportage **Stéphanie Fontenoy**
Envoyée spéciale à Branson et à La Nouvelle-Orléans (Louisiane)

Nous sommes ouverts". L'accueillante banderole est déroulée devant un hôtel ravagé par une tornade le 29 février dernier. Avec sa réplique du gorille de King Kong sur la façade du musée des célébrités en cire et un faux Titanic amarré dans un parking, Branson, petite ville touristique des montagnes Ozarks, dans le Missouri, ressemble à un Las Vegas miniature, perdu au beau milieu des États-Unis.

La ville a bâti sa réputation sur les groupes de country music qui venaient y présenter leur répertoire et qui y ont petit à petit installé leur propre salle de spectacle. Il y règne toujours une atmosphère de bourgade et la mentalité bon enfant de la "Small Town America", l'Amérique souriante des petites villes, qui a disparu presque partout ailleurs.

Quand la tornade a balayé son artère principale en pleine nuit, l'esprit du Midwest s'est réveillé. "Tout le monde était dans la rue avec des pelles à neige car c'est la manière la plus rapide pour débiter les débris", explique Lynn Berry, directrice des Relations publiques pour la Chambre de Commerce locale.

Dans cette communauté de 10 000 âmes, on ne se laisse pas facilement abattre. Des 34 établissements détruits, 80 % étaient reconstruits moins de six mois plus tard, pour l'ouverture de la saison touristique. Voisins, collègues et entrepreneurs se sont donné la main pour rebâtir le bien commun, sans aucune aide du gouvernement fédéral. Un état d'esprit qui remonte, selon Lynn Berry, à l'époque des pionniers de la conquête de l'Ouest : "La famille de mon mari s'est installée dans ces montagnes il y a cinq générations. À la fin des années 1800, il n'y avait personne pour vous aider à reconstruire les routes ou les ponts après une tempête. Tout se faisait en autarcie. C'était une vie laborieuse, mais ce qui devait être fait l'était au sein de la communauté."

Une situation qui renvoie aux images bouleversantes de La Nouvelle-Orléans dévastée par l'ouragan Katrina le 29 août 2005. Vu de l'extérieur, le berceau du jazz semblait à jamais un trésor englouti, ses rues animées et sa culture légendaire rayées de la carte. Sept ans plus tard, la ville où "on laisse les bons temps rouler" est à nouveau une des destinations touristiques les plus prisées des États-Unis.

Près de 9 millions de visiteurs s'y sont rendus en 2011 (contre 10 millions en 2004, l'année précédant Katrina). Ces visiteurs ont ouvert grand leur portefeuille, dépensant un total de 5,47 milliards de dollars, un record historique.

La belle Louisianaise reçoit aussi la palme économique. Selon le quotidien financier Wall Street Journal, La Nouvelle-Orléans est aujourd'hui la 33^e ville du pays la plus attractive pour les nouveaux entrepreneurs, sur 102. Elle a effectué un bond de 44 places entre 2010 et 2011.

Installée au centre-ville dans un immeuble rénové, l'association "The Idea Village", le village des idées, qui promeut l'innovation et les start-ups, n'a jamais été aussi dynamique qu'après l'ouragan. "Katrina a eu pour effets de déclencher l'esprit d'entreprise car tout le monde a dû recommencer à zéro. Nous sommes devenus une ville start-up", confie Tim Williamson, son fondateur.

L'auteur Daniel Wolff a passé les sept dernières années à documenter la reconstruction de La Nouvelle-Orléans pour son ouvrage *The Fight for Home: How (Parts of) New Orleans Came Back*. "J'ai été frappé par le fait que l'être humain est plus fort, plus brave et plus fou que je ne le pensais. Beaucoup de villes américaines qui ne sont pas passées par une catastrophe comme Katrina peuvent néanmoins prendre La Nouvelle-Orléans en exemple. Les défis sont les mêmes à Détroit, à Oakland, à Baltimore ou à St Louis Est : créer une économie où tout le monde peut avoir sa chance et un revenu décent".

La mentalité pionnière de ce pays encore jeune l'aideraient-ils à traverser les catastrophes, qu'elles soient naturelles ou financières, comme la dernière

■ Les secteurs d'avenir

De nombreux nuages noirs planent encore sur la relance américaine. Aux États-Unis tout d'abord, la crainte de la "falaise fiscale", ce "fiscal cliff", qui veut qu'au 1^{er} janvier 2013 et faute de nouvel accord trouvé au Congrès sur le plafond de la dette, les fameuses réductions fiscales de l'ère Bush soient soudainement levées et que certains programmes fédéraux, notamment en matière de santé et de la défense, devront être abandonnés. Le mauvais temps vient aussi du ralentissement économique en Europe et de son effet boomerang sur la confiance des marchés américains. Cependant, les États-Unis n'ont pas dit leur dernier mot et s'inventent, bon gré mal gré, un nouveau futur. Trois secteurs devraient être prédominants dans les années à venir : l'énergie, la santé et l'innovation. En matière énergétique, le boum du gaz naturel, notamment grâce à la technologie controversée du "fracking" ou fracturation hydraulique,

crise économique ? "Il faut relativiser", prévient Robert Thompson, spécialiste de la culture populaire américaine à l'Université de Syracuse, dans l'Etat de New York. "Cet esprit pionnier nous définit en tant que nation mais il faut l'utiliser aujourd'hui de manière métaphorique. Bien sûr nous sommes marqués par l'expérience de ces immigrants qui ont traversé l'Atlantique au prix de grands dangers et parfois sans espoir de retour. Dans certains cas ils ont dû oublier leur histoire et prendre un nouveau nom et se réinventer en touchant le sol. Mais la conquête de l'Ouest est finie depuis longtemps !".

Après avoir été sur la Lune, les Américains se sont lancés dans l'exploration de territoires financiers inexplorés. À Wall Street, une nouvelle génération d'innovateurs en a écrit les règles sous l'œil complaisant des autorités. Leur château de cartes s'est effondré en 2008, détruisant au passage une grande partie de la richesse américaine. Le citoyen moyen a pris conscience de la fragilité et des limites d'un système économique reposant sur l'emprunt et la consommation.

"Nous voulons des biens bon marché made in China mais nous ne voulons pas les pertes d'emplois qui vont avec !", ironise une participante à un forum sur l'emploi. Les États-Unis réalisent également que leur statut de première puissance mondiale est menacé. Fatigués par cinq ans de crise, les Américains veulent voir croire en la reprise, même à tous petits pas.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

devrait générer toute une nouvelle activité. "Les seules régions dans lesquelles les salaires ont progressé depuis la crise sont celles où l'extraction de gaz et de pétrole a explosé", note Evariste Lefevre, l'économiste en chef de Natixis Nord America. Le vieillissement de la population induit une demande accrue dans le secteur de la santé et de l'assistance aux personnes âgées. Docteurs, ophtalmologistes, kinésithérapeutes, aides à domicile mais aussi chercheurs en médecine seront très demandés dans les années à venir. Enfin, les États-Unis restent l'un des chefs de file mondiaux en matière de sciences et de technologies. En effet, les deux tiers de toutes les dépenses de recherche et développement des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) sont attribuables à ce pays à l'esprit d'innovation.



Deerfield, Florida.



San Francisco, Californie.



Valdez, dans l'ombre de l'or noir

■ Le 24 mars 1989, l'«Exxon Valdez» causait au large de l'Alaska une marée noire grande comme la Belgique.

Valdez n'a pas oublié. La présence du terminal du Trans Alaska Pipeline aide, il est vrai, à s'en souvenir.

Reportage Philippe Paquet
Envoyé spécial à Valdez (Alaska)

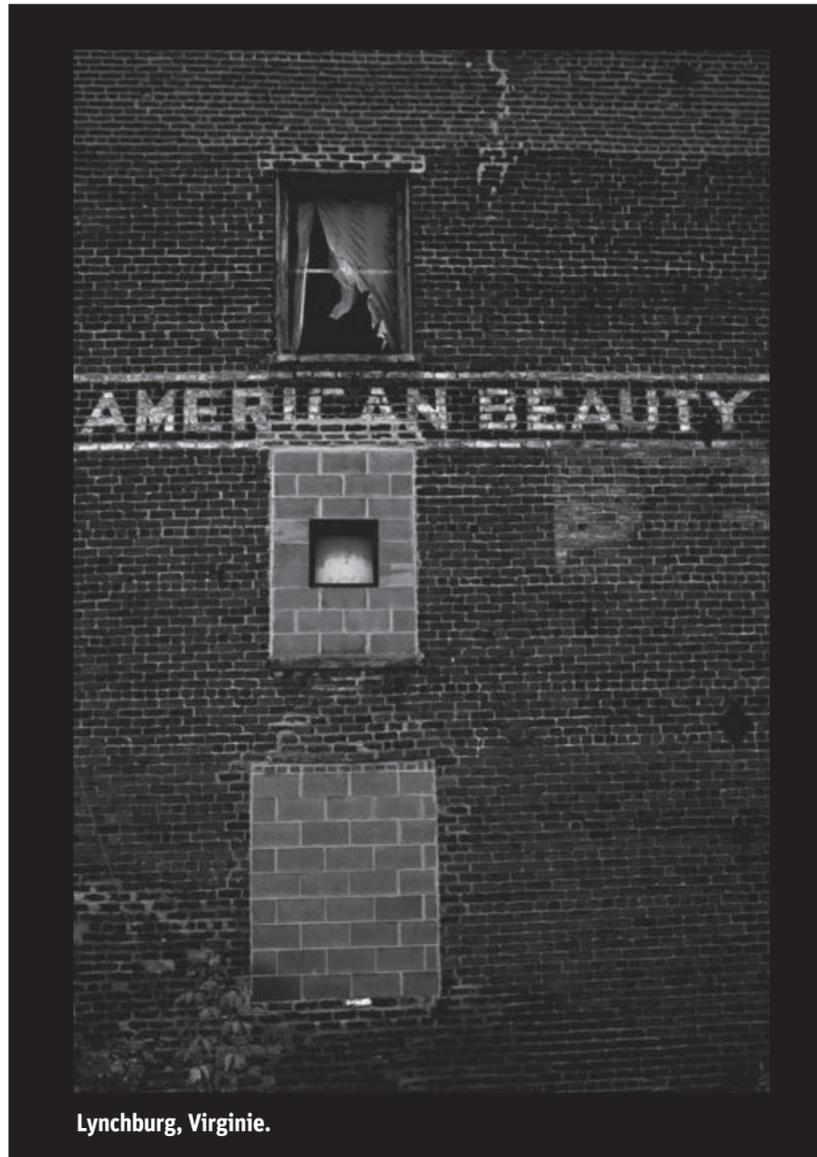
Valdez possède un délicieux parfum de bout du monde. L'endroit n'est, certes, pas vraiment inaccessible. On peut s'y faire débarquer par un des ferries qui descendent et remontent l'Alaska Marine Highway. On peut arriver sur un des deux vols hebdomadaires d'Alaskan Airlines au départ d'Anchorage, pour autant que la météo ne les fasse pas annuler. Mais on peut aussi venir par la route, l'unique route, la Richardson Highway qui, après, avoir traversé Glennallen, laisse sur la gauche les étendues sauvages du parc national de Wrangell-Saint-Elie (le plus grand des Etats-Unis avec ses 53 000 km²), rase l'énorme glacier Worthington (des touristes russes s'y sont arrêtés ce jour-là et se remémorent sans doute l'époque où cette glace était russe, avant le rachat de l'Alaska en 1867), franchit le col de Thompson et se faufile finalement dans le Keystone Canyon, en se moquant des chutes d'eau qui en dévalent. Parfum de bout du monde, décor de fin du monde.

C'est par la route que se mérite Valdez, surnommée «la Suisse de l'Alaska», un superlatif qui doit faire comprendre à quel point le site est grandiose. Le petit port de pêche, libre de glaces toute l'année, est entièrement ceint de hautes montagnes enneigées. Il n'y a que le canyon pour les franchir, et le bras de mer qui mène au Prince William Sound pour leur échapper. Dans cet écrin, la main de l'homme n'a rien mis de très remarquable : des maisons le plus souvent en bois pour héberger les quatre mille habitants de la ville et des hôtels quelconques pour accueillir les dizaines de milliers d'Américains qui, de juin à septembre, viennent passer ici des vacances (très) sportives. Taquiner le saumon est alors, pour ceux-ci, la grande activité. Le soir, sur les quais, on expose les prises suspendues à des crochets, on se fait fièrement photographe devant, et on les laisse découper par des professionnels afin que les restaurants du coin préparent obligeamment le poisson à l'intention de ces pêcheurs occasionnels.

Les jours de pluie, les amateurs d'aventure délaissent une heure ou deux le sillage de l'amiral Antonio Valdes y Fernandez Bazan, ou plus exactement celui des explorateurs espagnols qui nommèrent le mouillage en son honneur, pour aller jeter un coup

d'œil au petit musée local. Un espace, récemment agrandi et modernisé, y est consacré à ce qui a définitivement inscrit Valdez dans l'Histoire : le naufrage, le 24 mars 1989, de l'«Exxon Valdez». Jusqu'à la marée noire provoquée par l'explosion d'une plate-forme pétrolière au large de la Louisiane, en avril 2010, cet accident avait le privilège d'avoir causé la plus grave catastrophe écologique jamais

déplorée dans les eaux américaines. Grave à quel point, on ne le saura probablement jamais. Le navire à simple coque transportait 180 000 tonnes de brut. Il s'en répandit moins du quart selon les uns, plus de la moitié selon les autres, dans un écosystème des plus fragiles. La nappe de pétrole souilla quelque 2 000 km de côtes; elle recouvrit une étendue aussi grande que la Belgique.



Lynchburg, Virginie.



Bolivar, Tennessee.

UNE POLLUTION TOUJOURS PRESENTE

Plus de vingt ans ont passé, mais l'«Exxon Valdez» n'est pas oublié. Il se rappelle d'ailleurs au mauvais souvenir des autochtones. «Il y a encore du pétrole sur certaines plages, beaucoup de pétrole», soupire Ken, un pêcheur qui est né ici et connaît les moindres recoins de cette côte déchiquetée. «On ne voit rien, bien sûr, de prime abord, mais il suffit de soulever les galets. L'eau de mer a entraîné le pétrole au fond; en se retirant, la marée y a laissé le pétrole, qui s'écoule très difficilement.»

Valdez, qui a été fondée pour servir de base arrière aux chercheurs d'or lors de la fameuse «ruée du Klondike» (dans le territoire canadien du Yukon, qui jouxte cette partie de l'Alaska), est désormais irrémédiablement vouée à l'or noir. C'est ici qu'aboutit «le» pipeline, celui qui traverse l'Alaska du nord au sud pour amener, sur quelque 1 300 km, le pétrole pompé dans l'Arctique, à Prudhoe Bay. Le plus important gisement d'Amérique du Nord y fut découvert en 1968. Six ans plus tard, au lendemain de la crise pétrolière de 1973, la construction de l'oléoduc était lancée, à un coût de huit milliards de dollars, par un consortium de compagnies pétrolières, Alyska. Une merveille d'ingénierie qui devait triompher des défis techniques posés par le gel (le permafrost) et se moquer des trois chaînes de montagnes et des huit cents cours d'eau à franchir. Anneau gris de 1,20 mètre de diamètre, le Trans Alaska Pipeline s'étire à perte de vue – quand la vue est dégagée. Dans l'immensité inhabitée de la «wilderness» (la nature à l'état sauvage), c'est le seul compagnon de l'automobiliste qui emprunte la Dalton Highway, puis la Richardson, de Prudhoe à Valdez. Il serpente à proximité de la route, jouant à cache-cache avec elle au gré des fantaisies du relief.

Au faite de sa gloire, le pipeline transportait l'équivalent de deux millions de barils par jour, soit un cinquième de la production américaine de brut. Avec le déclin de l'exploitation pétrolière en Alaska, l'installation fonctionne aujourd'hui à un tiers seulement de sa capacité, ce qui n'est pas sans poser de sérieux problèmes. Le débit étant plus faible (le pétrole met quinze jours au lieu de trois pour parvenir à Valdez), la température à l'intérieur de l'oléoduc a nettement baissé, exposant les canalisations, les vannes et les pompes au danger du gel. Des fuites ont déjà été détectées et des dizaines de milliers de litres de pétrole se sont déversés, en janvier 2011, près de la station de pompage n°1, tout au nord du réseau.

PAS ASSEZ DE BRISE-GLACE

A Valdez, les énormes cuves du terminal pétrolier, posées à flanc de montagne, se voient de loin. Elles sont comme un rappel ambivalent de ce que l'or noir peut apporter à l'Alaska : la prospérité économique d'un côté, le risque d'une nouvelle catastrophe de l'autre. Si, en période de crise, le réalisme a tendance à l'emporter, le danger d'une éventuelle pollution est parfaitement mesuré. Il l'est d'autant mieux que la tragédie du golfe du Mexique, il y a deux ans, a non seulement réveillé les consciences, mais aussi tiré la sonnette d'alarme : la marine américaine n'a pas les moyens nécessaires, notamment les brise-glace, pour faire face à une catastrophe analogue si elle survenait dans l'Arctique.

Cette réalité jette une lumière crue sur le projet de relancer la prospection pétrolière en Alaska et notamment dans le Refuge national de la vie sauvage de l'Arctique (ANWR), une immense zone protégée de 78 000 km² dans l'extrême nord-est de l'Alaska, au voisinage de Prudhoe Bay. Mitt Romney

a fait de «l'indépendance énergétique des Etats-Unis et de l'Amérique du Nord» un objectif pour 2020 et un de ses chevaux de bataille électoral. Il s'agit tout autant d'autoriser les forages partout où c'est possible que de renforcer la coopération avec le Canada grâce, par exemple, au projet de pipeline Keystone, lui aussi controversé parce qu'il doit pénétrer dans la réserve naturelle des Sand Hills, dans le Nebraska. Barack Obama l'a bloqué en janvier 2012, mais d'aucuns prédisent que, s'il est réélu, il lui donnera finalement le feu vert.

Dans un pays où la voiture est reine, où les distances sont considérables et où le prix de l'essence à la pompe ne cesse de grimper, la proposition d'une énergie moins chère (couplée à la promesse de libérer l'Amérique de sa dépendance à l'égard d'alliés devenus douteux, quand ils ne sont pas des ennemis déclarés, au Moyen-Orient) a, il est vrai, de quoi séduire les électeurs. Tout en professant son credo dans les énergies renouvelables et en justifiant les investissements à faire parallèlement dans la recherche pour mettre au point des moteurs moins gourmands, le président sortant est par conséquent obligé de tenir un discours assez proche de celui de son rival républicain en faveur d'une intensification de la production nationale de pétrole et de gaz. Un engagement qu'il assortit tout au plus d'un bémol rhétorique en assurant que cela peut se faire d'une façon respectueuse de l'environnement.

A Valdez, on accueille ce genre de nuances avec le scepticisme qui s'impose. Et on se réjouit perfidement à l'idée que le pétrole qui servira à amener les touristes, par avion ou par la route, dans «la Suisse de l'Alaska», sera, à l'avenir, plus que probablement produit bien loin de là. A en croire les études les plus récentes, les réserves de la région seraient, en effet, 90 % inférieures à ce que l'on prévoyait.

Louisville, Mississippi.

